

MARS 2021

LA REVUE DE PRESSE

Défense et intelligence économique



CLUB DÉFENSE - AEGE



ACTUALITÉS DE L'AEGE

La France pousse la candidature du Rafale en Ukraine

La France envisage de proposer une alternative aux avions de combat Mikoyan MiG-29 de l'ère soviétique pour le futur avion de combat de l'armée de l'air ukrainienne. Le président français Emmanuel Macron pourrait proposer au ministre de la Défense de l'Ukraine de renouveler la flotte locale d'avions de combat. Selon Intelligence Online, la vente éventuelle de chasseurs Rafale à l'Ukraine est l'une des priorités de la discussion lors de la prochaine visite. La France proposerait de livrer à l'armée de l'air ukrainienne des avions de combat Rafale neufs et d'occasion construits par Dassault Aviation pour remplacer la flotte vieillissante de MiG-29 du pays. La France a déjà vendu des Rafale à l'Égypte, à la Grèce et au Qatar pour des contrats de plusieurs milliards d'euros. Le Rafale est un avion de combat biréacteur fabriqué par Dassault Aviation et est capable d'effectuer un large éventail de missions à courte et longue portée. Équipé d'une large gamme d'armes, le Rafale est destiné à effectuer des missions de suprématie aérienne, d'interdiction, de reconnaissance aérienne, d'appui au sol, de frappe en profondeur, de frappe antinavire et de dissuasion nucléaire.

Malgré les contraintes sanitaires, l'AEGE continue de proposer des évènements !

Mardi 6 avril : Les Mardis de l'alternance reprennent ! Cela sera l'occasion de discuter avec les élèves de leurs parcours et de leur expérience au sein de l'EGE, dont plusieurs travaillent dans l'industrie de la défense.

Mardi 3 mai : Le Riskday est de retour à l'EGE ! Une journée dédiée à la gouvernance des risques.

L'intégralité des évènements est à retrouver sur : www.aege.fr

*Adam Behillil, Emeryck Edon, Bastien Thérou et
Josselin Charpentier*

Reprise des tensions entre la Corée du Nord et les Etats-Unis

La Corée du Nord a tiré des missiles de courte portée le week-end dernier, quelques jours seulement après que la sœur de Kim Jong Un ait menacé les États-Unis et la Corée du Sud d'organiser des exercices militaires conjoints.

Les essais de missiles ont été confirmés par deux hauts responsables de l'administration Biden qui ont informé les journalistes sous couvert d'anonymat. Ils interviennent alors que la Corée du Nord a ignoré les offres de la nouvelle administration de reprendre les négociations, et que le secrétaire d'État Antony Blinken a pressé la semaine dernière la Chine d'user de sa "formidable influence" pour convaincre la Corée du Nord d'abandonner son programme nucléaire. Les responsables ont toutefois cherché à minimiser l'importance des essais de missiles, notant qu'ils ne sont pas couverts

par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies destinées à dissuader la Corée du Nord de poursuivre un programme nucléaire.

"Nous avons appris que rien n'a beaucoup changé", a déclaré M. Biden à propos de la Corée du Nord lors d'un bref échange avec les journalistes après un discours à Columbus, dans l'Ohio.



L'administration Biden a ouvertement exprimé son désir d'engager des négociations avec le Nord, même si le régime a repoussé les appels au dialogue entre les deux nations. Les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord, autrefois considérées comme potentiellement prometteuses après les trois rencontres de l'ancien président Donald Trump avec Kim, sont tendues et aucun contact substantiel n'a eu lieu depuis plus d'un an.

Une coopération américano-japonaise en mer de Chine?

Le ministre de la Défense japonais, Nobuo Kishi a déclaré vouloir coopérer avec les forces américaines afin de défendre Taïwan en cas d'agression chinoise. En effet, le développement de la marine de guerre de la Chine et son hostilité à l'égard de Taipei ont irrigué la création d'un partenariat américano-japonais. Bien que les modalités de la coopération ne soient pas clairement dessinées, les japonais devraient, en cas d'attaque, jouer le rôle de protecteur des frégates américaines. Ce n'est pas le seul pas effectué par le Japon afin de préserver la stabilité dans l'Indo-Pacifique. En effet face aux revendications territoriales de Pékin, l'Alliance du Quad, qui réunit respectivement les Etats-Unis, l'Inde et l'Australie est complétée par Tokyo qui a signé un accord de coopération militaire avec Canberra en novembre dernier. C'est un affront de plus à l'influence de la Chine. En effet, Yang Jiechi, chef de la diplomatie chinoise, a accusé les Etats-Unis d'user de leur puissance militaire et de leur suprématie financière pour faire pression sur les pays étrangers.

L'Etat au secours du groupe CNIM

Le groupe CNIM subissait de nombreuses difficultés ces derniers mois, particulièrement depuis la perte potentiel de la division cybersécurité du groupe; Bertin IT. Cette branche serait d'ailleurs prestataire de services pour de grandes directions du renseignement du premier cercle. Des pertes importantes en 2019 ont mis profondément en difficulté le groupe français, qui est pourtant l'un des principaux fournisseurs de la Direction Générale de l'Armement (DGA). Afin d'éviter la fuite de capitaux ou le démantèlement et le rachat par des puissances étrangères, l'Etat a accordé un prêt de 40 millions d'euros au groupe.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a annoncé vouloir sauver les 2700 emplois de l'entreprise, et avoir pris en considération la valeur stratégique de l'équipementier. C'est d'ailleurs lui qui travaille en collaboration avec Texelis dans le cadre du remplacement des Engins Blindés du Génie, pour le programme MAC.



L'équipementier doit rester sous pavillon tricolore, puisque si il ne produit pas forcément des produits très en vue comme le char Leclerc, le Pont d'Assaut Modulaire ou le pont flottant seront absolument stratégiques dans la modularité du char du futur, le MGCS. Le groupe CNIM est donc gage de souveraineté, et cette aide de l'État qui semblait inespérée, est nécessaire.

SCAF : Enjeux de souveraineté et guerre économique

Le projet de Système de combat aérien du futur (SCAF), initialement porté par la France, l'Allemagne et l'Espagne se retrouve face à de nombreuses difficultés, aussi bien politique que économique. En effet, de nombreuses pressions auraient lieu de la part des autres gouvernements, qui force afin d'obtenir un maximum de retour sur investissement avec ce projet. Sans réaction gouvernementale, les accords actuels ne semblent pas favoriser la base industrielle et technologique de défense (BITD) tricolore.

Cela dit, le SCAF pourrait ne jamais voir le jour sous sa forme actuelle, particulièrement à cause de la position politique de l'Allemagne, de plus en plus liée aux Etats-Unis depuis l'élection de Joe Biden. De surcroît, la réélection d'un membre de la CDU à la chancellerie pour succéder à Angela Merkel semble n'être possible qu'avec la mise en commun des forces du parti avec les écologistes, qui sont eux fermement opposés au projet. Ainsi, l'arrivée probable des Verts dans les sphères politiques décisionnelles allemandes pourrait mettre à mal la coopération franco-allemande en matière de défense.